

Brochure n° 3256

**Convention collective nationale**

IDCC : 1589. – **MAREYEURS-EXPÉDITEURS**

**AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2006**  
**PORTANT MODIFICATION AU CHAPITRE VII**  
**DE LA CONVENTION COLLECTIVE (RÉGIME DE PRÉVOYANCE)**

NOR : *ASET0750006M*

IDCC : 1589

**PRÉAMBULE**

Les partenaires sociaux ont décidé de conclure le présent avenant au texte conventionnel du 17 mai 1990, étant précisé que :

- les signataires du texte conventionnel du 17 mai 1990 ont eu pour ambition de créer un véritable régime de prévoyance professionnel caractérisant une solidarité professionnelle établie sur la base de la mutualisation des charges et des ressources ;
- l'objectif de solidarité ne peut être atteint que si toutes les entreprises tenues par le texte conventionnel du 17 mai 1990 en respectent les termes et notamment adhèrent à l'organisme assureur désigné et s'acquittent des cotisations ;
- toute entreprise tenue par le texte conventionnel du 17 mai 1990 qui n'adhère pas à l'organisme assureur désigné depuis qu'il y est astreint (1<sup>er</sup> octobre 1990 ou date de sa création si celle-ci est postérieure), sans pouvoir invoquer le bénéfice de la réserve d'adhésion prévue à l'article 7.7 au 1<sup>er</sup> octobre 1990 viole le caractère obligatoire dudit texte et compromet l'équilibre technique du régime.

En conséquence, il est décidé de compléter le chapitre VII « Prévoyance » du texte conventionnel du 17 mai 1990 par l'article suivant.

## **Article 1<sup>er</sup>**

Il est ajouté un article au chapitre VII « Prévoyance » ainsi rédigé :

### **Article 8**

#### *Compensation financière*

Chaque entreprise relevant du champ d'application de la convention collective nationale et ne bénéficiant pas de la réserve d'adhésion prévue à l'article 7.7 au 1<sup>er</sup> octobre 1990 est tenue d'adhérer au GNP au 1<sup>er</sup> octobre 1990 ou dès la date de sa création si celle-ci lui est postérieure.

Le GNP, en concertation avec le comité de gestion, demandera à l'entreprise qui lui demande d'adhérer à une date postérieure à la date à laquelle elle y est tenue (1<sup>er</sup> octobre 1990), et si un ou plusieurs salariés sont éligibles aux prestations du régime, le versement d'une indemnité, qui sera égale, pour l'incapacité-invalidité, à la provision mathématique calculée sur la base des tables légales et taux techniques en vigueur et, pour le décès, au montant des capitaux décès.

Cette indemnité n'est toutefois pas due par les entreprises qui rejoindront le GNP dans les 3 mois qui suivent leur création.

## **Article 2**

La date d'effet du présent avenant est fixée au lendemain du jour qui suivra la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 19 décembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

SNSSP ;

UMF.

### **Syndicats de salariés :**

FNAA CFE-CGC ;

Fédération des services CFDT ;

CFTC-C5FV ;

FGTA-FO.